

Rapport au L.-G. **7.** La dite commission fera au lieutenant-gouverneur, de temps à autre, rapport de ses procédés et du progrès de l'ouvrage qui lui est confié.

Instructions du L.-G. Dans les matières pour lesquelles il n'est pas pourvu par cet acte, elle se guidera d'après les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil.

Impressions et rapport. **8.** Chaque fois qu'elle jugera qu'une partie de l'ouvrage sera suffisamment avancée, elle la fera imprimer, et en transmettra au lieutenant-gouverneur, un nombre suffisant d'exemplaires avec son rapport.

Travail soumis à la législature. **9.** Quand le travail sera terminé, des exemplaires imprimés des statuts refondus, avec les rapports de la commission, seront soumis à cette législature.

Dépenses. **10.** Les dépenses encourues pour l'exécution de cet ouvrage, seront payées par l'assemblée législative de cette province, à même le fonds approprié pour ses dépenses contingentes.

40 V., c. 3, abrogé. **11.** L'acte de cette province 40 Vict., chap. 8, est par le présent abrogé.

Acte en force. **12.** Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

C A P . I I I .

Acte concernant la division du département de l'agriculture et des travaux publics.

[Sanctionné le 24 juillet, 1880.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Nomination d'un commissaire des chemins de fer. **1.** Il sera loisible au lieutenant-gouverneur, de nommer sous le grand sceau de la province, un des membres du conseil exécutif de la dite province, commissaire des chemins de fer pour la province de Québec, lequel restera en charge durant bon plaisir.

Personne qui portera ce titre. **2.** Tel membre du conseil exécutif qui aura été ainsi nommé, portera, outre le titre attaché à sa charge au moment de telle nomination, le titre de : " Commissaire des chemins de fer, " et possèdera et exercera tous les pouvoirs possédés et exercés lors de la mise en force de cet acte, par le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, con-

cernant la construction, la régie et l'administration d'aucun chemin de fer construit ou maintenu dans les limites de la province de Québec, en vertu d'aucune loi passée par la législature de la dite province.

3. Le commissaire des chemins de fer nommé en vertu de cet acte, aura sur la propriété d'aucun chemin de fer construit ou subventionné par le gouvernement, en vertu d'aucune loi passée par la législature de cette province, et sur tous les travaux s'y rattachant et en dépendant, le contrôle exercé jusqu'à ce jour, sur les chemins de fer et les dits travaux, par le commissaire de l'agriculture et des travaux publics. Ses pouvoirs. Contrôlé du dit commissaire.

4. Tous les pouvoirs conférés et les droits imposés en vertu de l'acte 39 Victoria, chap. 2 ou de toute autre loi, aux commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et transférés et conférés au commissaire de l'agriculture et des travaux publics par l'acte 41-42 Victoria, chapitre 4, seront possédés et exercés par le commissaire des chemins de fer à être nommé sous l'autorité du présent acte. Certains pouvoirs conférés au dit commissaire.

5. Tous contrats, obligations, marchés ou engagements, consentis par ou avec les dits commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, *es-qualités*, et par le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, seront maintenus à l'usage de Sa Majesté, et pourront être observés et exécutés sous l'autorité du dit commissaire des chemins de fer ; et les dispositions du chap. 4 de l'acte 41-42 Victoria, incompatibles avec le présent acte, sont abrogées. Contrats, etc., des commissaires du ch. de Q. M. O. et O., exécutés sous l'autorité du dit commis.

6. Dans tous les cas où il s'élèverait quelque doute sur la question de savoir à quel département appartient une construction publique en vertu de cet acte, ou en vertu de tout acte antérieur de cette province, concernant aucun chemin de fer et les travaux s'y rattachant ou en dépendant, cette question sera décidée par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, et les travaux et propriété, qui appartiendront à l'un ou à l'autre département, pourront, de temps à autre, être déterminés de la même manière, et tout tel ordre pourra déterminer par quel département sera exercé tout pouvoir maintenant attribué au commissaire à être nommé sous l'autorité de cet acte. Questions douteuses quant aux constructions publiques, décidées par le lieutenant-g. en c.

7. Cet acte n'affectera pas les causes pendantes.

Causes pendantes.

8. Le présent acte viendra en force aussitôt qu'un ordre en conseil à cet effet, aura été passé et publié. Acte en force.